

**CONSULTATION PUBLIQUE du 19/02/2014 au 26/03/2014**

**Projet de décision de l'ARCEP portant sur la définition des marchés pertinents de gros des services de capacité (marché 6), sur la désignation d'opérateurs exerçant une influence significative sur ces marchés et sur les obligations imposées à ce titre.**

**Réponse de Grand Poitiers**

Grand Poitiers n'a aucune remarque particulière à formuler concernant les questions 2, 4 et 5.

Au travers de l'analyse faite par l'ARCEP sur le marché de gros des services de capacité sur fibres optiques, Grand Poitiers note que la régulation mise en place sur ce segment a permis l'éclosion de la concurrence, qu'elle soit le fait d'opérateurs alternatifs privés ou d'un réseau d'initiative public. C'est en soi un motif de satisfaction et qui justifie pleinement d'envisager les premiers allègements des contraintes pesant sur l'opérateur historique.

Grand Poitiers fait part de sa préoccupation concernant la définition des zones dites Zone de Concurrence Effective par les Infrastructures optiques, ou « ZCEIO ». Il convient en effet, dans certains endroits, de ne pas mettre à mal cette concurrence qui prend à peine racine.

Question 1 : Les acteurs sont invités à formuler des observations sur l'analyse des marchés de gros des services de capacité du segment terminal : délimitation du marché, pertinence pour une régulation *ex ante*, influence significative exercée par Orange et remèdes.

Comme le souligne l'ARCEP, l'opérateur Orange a des avantages importants, même dans les zones où il est soumis à une forte pression concurrentielle (existence de plus de 3 opérateurs alternatifs). Orange est un opérateur intégré verticalement, présent sur tous les marchés et disposant d'un réseau d'une capillarité exceptionnelle, dont il a en grande partie héritée de l'époque où les télécommunications étaient un monopole d'état. De ce fait, en l'absence de régulation, il serait en mesure de proposer des services à des prix (de gros ou de détail) sur lesquelles la majorité de la concurrence ne peut pas s'aligner.

Par ailleurs, l'Autorité ne mentionne pas un avantage, lui aussi issue de la période du monopole, mais qui continue à avoir un effet significatif aujourd'hui. Malgré le changement de nom, Orange reste identifiée localement comme étant France Telecom et est pratiquement considéré comme une entreprise publique, ce qui lui permet de disposer d'un surcroît de visibilité vis-à-vis de ses concurrents, même quand ceux-ci sont bien implantés, aussi bien en termes commerciales qu'en relations publiques. Cela tient aussi au fait qu'il est le titulaire du service universel ce qui en fait souvent un acteur incontournable.

Il est par ailleurs le seul acteur à proposer des services de gros de capacité sur l'ensemble de la France, avec toutes les technologies cuivres et optiques, ce qui lui confère un avantage considérable dans les négociations avec d'autres opérateurs industriels, désireux de simplifier au maximum leurs démarches d'approvisionnement en diminuant le nombre de fournisseurs et en optant pour des processus nationaux.

Orange conserve donc une influence significative sur le marché de gros de services de capacité, et dispose de leviers puissants lui permettant de maintenir voire d'accroître considérablement cette influence. Tout ceci justifie pleinement la mise en place d'une régulation empêchant Orange de pratiquer des tarifs d'éviction et l'obligeant à commercialiser son réseau.

Question 3 : Les acteurs sont invités à formuler des observations sur les remèdes tarifaires imposés à Orange – critère de zonage et principe de tarification – pour la fourniture de services de capacité du segment optique terminal.

L'ARCEP fait une modification importante dans le cadre de ce projet de décision en proposant le zonage géographique des contraintes imposées à Orange.

Tel qu'il est défini actuellement, le périmètre de la ZCEIO est limité aux communes dans lesquelles de nombreux opérateurs alternatifs sont présents et où la part de marché d'Orange est d'environ 33%. Il paraît raisonnable, dans ces conditions, d'envisager la levée progressive des contraintes pesant sur Orange.

Toutefois, ce zonage est amené à évoluer, ce qui devrait faire rentrer progressivement de plus en plus de communes au sein de la ZCEIO. Grand Poitiers souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur les risques inhérents à un tel mouvement. La vérification concomitante des 3 critères définis par l'ARCEP pourrait être insuffisante pour assurer la pérennité de la concurrence en cas de confrontation directe avec Orange. Le 3<sup>ème</sup> critère pourrait notamment être précisé ou complétée.

Dans de nombreux cas, même dans des communes à haut niveau de concurrence, les fourreaux utilisés pour construire les liens de desserte sont loués par l'opérateur alternatif à Orange dans le cadre de l'offre RCA (bientôt iBLO). Cette situation confère un avantage à Orange sur tous ses concurrents car le raccordement d'un client lui assure la plupart du temps un revenu. Il semble donc utile de pondérer le résultat avec la proportion de réutilisation des infrastructures d'Orange dans le raccordement des clients finaux.

Par ailleurs, il conviendrait d'estimer également le nombre d'opérateurs alternatifs concernés par le calcul du nombre d'accès créé hors Orange. En effet, même si Orange ne réalise qu'une part de marché de 33% mais que le nombre de ses concurrents est très élevé et se partage le marché restant de façon uniforme, ces derniers ont, *de facto*, une part de marché marginale. Cela ne les rend pas compétitifs vis-à-vis d'Orange dans des conditions normales ou favoriserait la création d'un oligopole par concentration. Il pourrait être intéressant d'évaluer le nombre d'opérateurs alternatifs disposant d'une part de marché comparable à celle d'Orange voire d'augmenter le seuil du nombre d'accès créés par les opérateurs alternatifs.

Enfin, ainsi qu'il a été dit plus haut, Orange conserve un certain nombre d'atouts, sur lesquels il est difficile d'agir, lui permettant, même dans certaines zones où sa part de marché est très inférieure à 50%, de reprendre l'avantage sur ses concurrents. Il semble donc judicieux de prévoir un mécanisme de contrôle et de retour arrière en cas de dégradation rapide de la situation concurrentielle dans les zones ZCEIO.

**Fin du document**